



*Institute for  
Research on  
Public Policy*

*Institut de  
recherche  
en politiques  
publiques*

Pour diffusion immédiate  
Le jeudi 21 octobre 2004

COMMUNIQUÉ

## *Le niveau de la dette publique hypothèque l'économie québécoise*

*Selon les auteurs d'une nouvelle étude de l'IRPP, le Québec doit se doter d'une politique explicite pour réduire le fardeau de la dette.*

Montréal – La dette publique au Québec est trop élevée et elle continue de s'accroître, malgré l'objectif de « déficit zéro » en vigueur depuis 1996, disent Marcelin Joanis et Claude Montmarquette, les auteurs d'une nouvelle étude publiée aujourd'hui par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP.org) et intitulée « La dette publique : un défi prioritaire pour le Québec ».

« Les mesures adoptées en 1996 se sont avérées insuffisantes pour remettre les finances publiques du Québec sur la voie d'un équilibre à long terme », soutiennent ces deux économistes et chercheurs du CIRANO (Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations).

Mais les Québécois semblent très peu concernés par ces faits. Joanis et Montmarquette considèrent cette nonchalance inquiétante. Ils examinent les conséquences qu'entraîne une dette élevée sur la marge de manœuvre du gouvernement et ses implications à long terme pour l'équité intergénérationnelle et pour l'avenir des services publics.

Les auteurs expliquent que le vieillissement de la population entraînera une forte pression – tout à fait prévisible – sur les finances publiques au cours des décennies à venir. Une dette croissante fait reporter le coût de certaines dépenses courantes aux générations futures, qui n'en tireront aucun bénéfice.

Pour faire face au vieillissement de la population et améliorer la crédibilité de la politique budgétaire, les auteurs recommandent que le gouvernement adopte « une approche prudente et responsable visant à contrôler l'endettement et à le réduire progressivement ».

Joanis et Montmarquette proposent le plan d'action suivant :

- ◆ Remplacer l'objectif du « déficit zéro » par un surplus de 1 milliard de dollars en vue d'établir une réserve pour éventualités.
- ◆ Attribuer tout solde non-utilisé de la réserve en partie au remboursement de la dette et en partie à un fonds de stabilisation.
- ◆ Accélérer le remboursement de la dette grâce à la « monétisation » de certain actifs publics, mais seulement après avoir analysé en profondeur les conséquences à court et à long terme de cette mesure sur l'économie et les finances publiques québécoises.

« La dette publique : un défi prioritaire pour le Québec » est le plus récent *Choix* qui paraît dans la série Politiques publiques et croissance économique publiée par l'IRPP. L'étude est maintenant disponible en ligne, en format Adobe (.pdf), sur le site Web de l'Institut ([www.irpp.org](http://www.irpp.org)).

Prière de contacter l'IRPP pour toute précision ou demande d'entrevue.

Veillez noter que vous pouvez recevoir les avis et communiqués de l'IRPP par courriel en vous abonnant à notre service de distribution électronique. Pour ce faire, rendez-vous sur notre site Web ([www.irpp.org](http://www.irpp.org)).

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme à but non lucratif national et indépendant situé à Montréal.

-30-

**Renseignements :**

Jasmine Sharma ([jsharma@irpp.org](mailto:jsharma@irpp.org))  
Directrice des communications et des relations publiques  
IRPP.org  
Bureau : (514) 985-2461, poste 324  
Cellulaire : (514) 235-8308